



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/010

Séance du 6 mars 2018

Date de convocation :	28 février 2018
Date d'affichage :	28 février 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le six mars à 19 heures 15, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUAN
Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC – M. Jean-Olivier JOB – M. Pierre VAN
CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY
Mme Zohra PIETRANTONI – M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB
Mme Sandra BEGUET – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO
Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER – M. Jean-Pierre LAPORTE –
Mme Marielle FENECH-MONFORT.

Représentée : Mme Amandine BATTAGLIA.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA – Mme Aurélie MATEO.

Objet : ENVIRONNEMENT : Adhésion au Programme de Reconnaissance des Forêts Certifiées.

Monsieur le Maire Adjoint en charge de l'Environnement expose au Conseil Municipal la nécessité pour la Commune d'adhérer au processus de certification Programme de Reconnaissance des Forêts Certifiées (PEFC) afin d'apporter, aux produits issus de la forêt communale, les garanties éventuellement demandées par les industriels, les négociants et les consommateurs concernant la qualité de la gestion durable.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable à la majorité de la Commission Environnement du 26 février 2018.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire Adjoint et après en avoir délibéré (abstention de M. LAPORTE et de Mme FENECH-MONFORT) :

Article 1 :

Adhère, pour l'ensemble des forêts de la Commune de Fabrègues, au Programme de Reconnaissance des Forêts Certifiées (PEFC) pendant cinq ans. Cette adhésion est reconduite tacitement, sauf dénonciation par l'adhérent au moins trois mois avant la date d'expiration.

... / ...

Article 2 :

S'engage à respecter le cahier des charges national du propriétaire forestier ainsi que le cahier des charges national pour l'exploitant forestier durant la période d'adhésion ; et d'accepter le fait que la démarche PEFC s'inscrit dans un processus d'amélioration continue et qu'en conséquence, ces cahiers des charges pourront être modifiés.

Article 3 :

Accepte et s'engage à faciliter la mission de PEFC SUD et/ou de l'organisme certificateur amenés à effectuer des contrôles de conformité dans les forêts objets de l'adhésion, et de les autoriser à cet effet à les visiter et, à titre strictement confidentiel, à consulter les documents de gestion attachés à celles-ci.

Article 4 :

S'engage à mettre en place les mesures correctives qui pourraient lui être demandées par PEFC SUD en cas de pratiques forestières non conformes au cahier des charges du propriétaire, sous peine d'exclusion du système de certification PEFC.

Article 5 :

Accepte que cette adhésion soit rendue publique.

Article 6 :

S'engage à respecter les règles d'utilisation du logo PEFC en cas d'usage de celui-ci.

Article 7 :

S'engage à s'acquitter de la contribution financière auprès de PEFC Sud qui s'élève pour la Commune de Fabrègues à 150,62 €.

Article 8 :

Désigne Monsieur le Maire ou son Adjoint pour accomplir les formalités nécessaires et signer les documents nécessaires à cette adhésion ou renouvellement d'adhésion.

Plus n'est délibéré,

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

 **Le Maire,**

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Transmis au représentant de l'Etat le

Notifié le